



29 septembre 2010 : les travailleurs européens disent **NON à l'austérité, Priorité à l'emploi, aux salaires et aux retraites**

Alors que les banques à l'origine de la crise renouent avec des niveaux de profits records, les salariés continuent à en payer le prix : 23 millions de chômeurs en Europe, des millions de citoyens européens fragilisés et précarisés.

Face à l'explosion des déficits publics engendrée par cette situation, la seule réponse des gouvernements européens est de céder aux pressions des marchés financiers et d'adopter des mesures d'austérité qui vont conduire l'Europe vers la récession, augmenter le chômage et affecter la solidarité sociale.

En Europe comme en France, les gouvernements et le patronat veulent non seulement faire payer la crise aux salariés mais en profiter pour remettre en cause l'ensemble du modèle social en s'attaquant notamment à la protection sociale (retraites, sécurité sociale) et aux services publics. En 2009, la baisse de l'emploi industriel a représenté un milliard d'euros de pertes de recettes pour les caisses de retraites, au profit des actionnaires. Et les propositions de la Commission européenne, dans le Livre Vert qu'elle vient de publier sur les retraites, sont claires : recul de l'âge effectif de départ à la retraite dans tous les pays de l'Union et développement des régimes par capitalisation.

Les mobilisations qui se développent en France contre la réforme des retraites doivent donc se prolonger au niveau européen en convergence avec les syndicats des pays de l'Union qui s'opposent à ces régressions.

Il y a urgence à dire stop aux plans de rigueur, aux mesures de précarisation et aux réformes régressives.

Cette crise n'est pas la nôtre, l'addition doit être payée par les banques et non par les travailleurs.

Pour faire entendre cette exigence, la Confédération européenne des syndicats organise une journée d'action européenne le 29 septembre, avec une euro-manifestation à Bruxelles.

La CGT, avec les autres organisations syndicales françaises affiliées à la CES (CFDT, CFTC, UNSA), appelle les salariés à se mobiliser le 29 septembre et à participer à la manifestation de Bruxelles et aux manifestations organisées ce jour-là en France pour exiger :

- des politiques favorisant, l'emploi, les salaires, la protection sociale, les services publics;
- des politiques coordonnées au plan européen favorisant une croissance durable : instauration d'une taxe sur les transactions financières, renforcement des moyens de coordination et de transparence fiscale pour éviter le dumping social, développement de politiques industrielles durables prenant en compte les impératifs écologique.

La fédération des Finances CGT et ses syndicats s'associent à cet appel.

**Contre l'Europe de l'austérité et de la précarité
Ensemble, construisons une Europe sociale et solidaire**